

COMPTE - RENDU DE LA PARTICIPATION DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES AUX ASSEMBLEES ANNUELLES DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI A WASHINGTON

10 – 14 Octobre 2008

Une délégation Djiboutienne conduite par **S.E. Monsieur ALI FARAH ASSOWEH**, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification Chargé de la Privatisation, a participé à Washington, du 10 au 14 octobre 2008, aux Assemblées annuelles de la Banque Mondiale et du FMI.

Cette délégation était composée de :

- ❖ **S.E.M. MOHAMED AHMED AWALEH**, Secrétaire d'Etat a la Solidarité Nationale
- ❖ **M. DJAMA MAHAMOUD HAID**, Gouverneur de la Banque Centrale (BCD) et Gouverneur du FMI
- ❖ **M. SIMON MIBRATHU**, Secrétaire Général du Ministère des Finances et Gouverneur suppléant de la Banque Mondiale
- ❖ **M. AHMED OSMAN**, Directeur de la Banque Centrale et Gouverneur suppléant du FMI
- ❖ **M. ALMIS MOHAMED ABDILLAHI**, Directeur du Financement Extérieur.

Ont également pris part à la mission, **S.E. Monsieur ROBLEH OLHAYE**, Ambassadeur de Djibouti à Washington, et **M. MOHAMED SIKIEH**, Premier Conseiller de l'Ambassade.

Cette mission a permis aux autorités Djiboutiennes de discuter sur l'évolution de l'économie mondiale, et notamment de la crise financière internationale, et de prendre part aux discussions sur le rôle et la place de l'Afrique au sein de ces institutions.

En marge de ces réunions, la délégation Djiboutienne a eu des discussions avec les responsables de la Banque Mondiale et du FMI et a pu discuter des progrès réalisés par notre pays au niveau macroéconomique et financier, du programme d'Investissement publics, des actions entreprises dans le domaine social et dans la réalisation des ODM, des investissements directs étrangers, de l'allocation allouée à Djibouti, de la mise en œuvre progressive de l'INDS à travers la création de l'Agence ADDS et des nouvelles perspectives de partenariat.

Ces perspectives s'inscrivent dans le cadre d'une mobilisation de ressources additionnelles et avec la prochaine conférence des bailleurs de fonds pour Djibouti ainsi que le suivi de la seconde FRPC afin de parfaire les réformes macroéconomiques et structurelles et de renforcer la compétitivité de notre économie.

I. LA REUNION DU GROUPE DES GOUVERNEURS AFRICAINS

Les Ministres des Finances Africains ont présenté par le biais du Président du Caucus, le Ministre des Finances du Sierra Leone, au Président de la Banque Mondiale, **Monsieur Robert Zoellick**, et au Directeur général du FMI, **Monsieur Dominique Strauss Kahn**, un Mémoire exprimant l'appui et le soutien croissant des institutions de Brettons Woods au développement de l'Afrique pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte des OMD. Le mémoire a mis l'accent sur l'accroissement des ressources mobilisées pour le continent Africain à travers les fonds IDA 15, ainsi que le FAD XI, mais a également souligné les marges de manœuvre supplémentaires liées à l'atteinte des initiatives PPTTE et IADM ont été évoqués également les perspectives du bilan du consensus de Monterrey sur le financement du développement prévu en décembre prochain à DOHA (Qatar).

Néanmoins, les Ministres des Finances africains ont tenu à exprimer leurs inquiétudes quant aux conséquences des crises alimentaires et énergétiques qui ont affectés les économies et accru la vulnérabilité des africains. Ils ont indiqué que ces crises auront un effet négatif sur les OMD et plus particulièrement sur l'objectif n°1 de réduire de moitié la pauvreté. Les gouverneurs des pays Africains ont rappelé aux dirigeants des institutions de Brettons Wood qu'au rythme actuel, 23 pays de l'Afrique Sub-saharienne n'atteindront aucun des OMD, 13 d'entre eux n'atteindront qu'un seul des OMD et que neuf d'entre eux n'atteindront au plus qu'un seul des OMD.

Les Ministres des Finances africains, fort de ce constat, ont sollicité l'appui accru des institutions de Brettons Wood afin que ces dernières augmentent le volume de l'APD et aident les pays à maintenir une stabilité macroéconomique. Les Ministres ont rappelé, à nouveau, l'attitude de la communauté internationale et le non respect des engagements pris par cette dernière. Plus particulièrement, les engagements de Greeneagles de doubler d'ici 2010 l'APD pour l'Afrique sont attendus. Néanmoins, ces derniers ont tenu à exprimer leur crainte de voir l'Afrique, à nouveau victime de la crise financière.

Les inquiétudes des Ministres des Finances africains sont également allées vers les effets négatifs que la crise financière pourrait induire sur les économies africaines sensibles aux chocs exogènes et ont incité les institutions de Brettons Wood à renforcer le contrôle financier international qui apparemment était limité aux seuls pays africains et aux pays en voie de développement.

En outre, les Ministres des Finances africains ont réaffirmé leurs engagements afin de renforcer la voix et la représentation de l'Afrique au sein des institutions du FMI et de la Banque mondiale.

Par ailleurs, les Gouverneurs africains ont rappelé le mode de rotation pour la désignation des administrateurs (titulaires et suppléants) aux conseils d'administration de la Banque Mondiale et du FMI. Pour encourager les pays n'ayant pas encore siégé à ces conseils, il a été recommandé que la République de Djibouti et le Tchad proposent des candidats au poste d'administrateur suppléant à la Banque Mondiale et au FMI en 2010.

II. REUNION AVEC LE FMI

La délégation Djiboutienne a également eu des discussions avec les responsables du FMI, avec **Monsieur Portugal**, Directeur général adjoint du FMI, et **Monsieur Mohsen KHAN**, Directeur du Département MENA, ainsi que l'équipe en charge de Djibouti.

Durant ces rencontres et échanges, la délégation a exprimé sa satisfaction quant aux relations entre Djibouti et le FMI. Le Ministre des Finances a profité de ces discussions pour exposer aux responsables du FMI l'évolution économique et les investissements réalisés sur fonds propres ainsi que les importants investissements directs étrangers (IDE) qui affluent vers Djibouti.

Le Ministre a tenu à exprimer aux responsables du FMI sa vision sur les perspectives prometteuses pour Djibouti des retombées de ces IDE et a s'est félicité du nouveau partenariat entre la République de Djibouti et le FMI. Le Ministre a rappelé qu'à cette même période il manifestait son souci de renforcer le partenariat entre le FMI et la République de Djibouti et a indiqué mesurer le chemin parcouru. Il a souligné l'importance de ce partenariat afin d'aider Djibouti à avoir une croissance plus équilibrée, aider les autorités Djiboutiennes à mettre en œuvre une fiscalité plus juste et plus équitable. Sur ce point le Ministre a tenu à exprimer sa satisfaction sur l'assistance technique du FMI pour la mise en œuvre de la TVA ainsi que pour le suivi de cette dernière. Le Ministre a également souligné l'importance de la coopération entre la BCD et le FMI à travers un PESF (Programme d' Evaluation du Secteur Financier) qui fournira un diagnostic sur la place financière et dégagera des perspectives pour son évolution. Cette expertise sera particulièrement utile dans le suivi et le contrôle de la réglementation financière Djiboutienne.

Le Ministre a enfin exposé brièvement les dernières avancées en matière économique, financière et budgétaire.

Le Directeur Adjoint du FMI a tenu à remercier le Ministre sur les informations fournies concernant les derniers développements en République de Djibouti. Il s'est montré confiant sur la réussite du partenariat avec Djibouti.

Le Directeur Adjoint a demandé au Ministre des Finances sa perception sur la crise financière qui touche le monde entier et sur les éventuelles répercussions de cette crise sur l'économie djiboutienne.

Le Ministre a indiqué être préoccupé par la crise financière qui affecte la planète ; Il a indiqué que les effets directs de cette crise sur Djibouti étaient probablement faibles mais a mentionné craindre les effets indirects avec probablement une diminution des IDE ainsi qu'une contraction du crédit à l'économie. Il a également évoqué le dossier de la géothermie avec le partenariat engagé entre la République de Djibouti et l'Islande et les inquiétudes des autorités face à quasi faillite de l'Etat Islandais annoncée officiellement par son Premier Ministre.

Le Ministre a remercié le Directeur Adjoint du FMI sur ces échanges fructueux et a demandé à ce que le poste de représentant résident du FMI soit à nouveau pourvu dans le cadre de la nouvelle FRPC.

Le Directeur Adjoint du FMI a indiqué que la mission résidente serait rouverte prochainement. Néanmoins, le Directeur Adjoint a indiqué ne pas pouvoir s'engager pour une date concernant la nomination d'un représentant résident compte tenu de l'actuelle réorganisation du FMI qui se traduit par le départ de 400 personnes sur un effectif total de 2500 personnes.

FMI Monetary and Capital Markets Department

La délégation a eu une réunion avec MM **Ghiath, Elias Zakarian** et **Didier Debals**. Cette réunion a porté sur la préparation de la mission PESF qui doit séjourner à Djibouti jusqu'au 31 octobre 2008. Elle a passé en revue sur l'état d'avancement des travaux préparatoires. La plupart des réponses aux différents questionnaires adressés à la Banque Centrale ont été fournies à l'équipe d'experts dans les délais. Quelques questions demandent à être complétées ainsi que le tableau des indicateurs de solidité financière. Cela sera fait avant le démarrage de la mission sur le terrain, où la mission se fera transmettre bilans et états financiers, ratios et réglementations des banques, etc.

FMI Finance département Saveguareds and assesments division

La délégation a eu une réunion avec **John Dalton, Chris Hemus** et **Simon Cauchi** dans le cadre du suivi des recommandations de la mission qui a été effectuée en juillet 2008 à Djibouti. La mission a informé le département de la réalisation par le cabinet d'audit **Earnst & Young** de la révision des comptes de la Banque Centrale. Ces travaux ont été finalisés en septembre et la lettre d'opinion a été délivrée « sans réserves » à la Banque Centrale. La délégation a fait un exposé sur l'évolution des recommandations de la mission.

III. REUNION AVEC LA BANQUE MONDIALE

La délégation Djiboutienne a également eu des échanges avec **Monsieur Philippe Ong Sen**, Administrateur de la Banque Mondiale pour Djibouti, **Madame Daniela GRESSANI**, Vice-Présidente de la Banque Mondiale, accompagnée de **Monsieur Emmanuel MBI**, Directeur des Opérations, et de l'équipe en charge de Djibouti. Lors de ces entretiens, le Ministre a décrit la situation économique, politique et sociale qui prévaut actuellement à Djibouti.

Le Ministre a souligné la situation géopolitique dans la corne de l'Afrique et la caractéristique de Djibouti comme un pays en paix dans une région tourmentée par les conflits et leurs malheurs, Djibouti a réussi ainsi de bons préalables avec une croissance économique satisfaisante de 5,3% de croissance du PIB en 2007 tirée par le programme d'investissements publics et des IDE essentiellement en provenance des pays du Golfe et du Moyen-Orient. Performances entravées selon le Ministre par des contraintes exogènes tels que la faiblesse désormais chronique du dollar, la hausse du prix des hydrocarbures et des matières premières pour ne citer que ces points qui ont généré une inflation de 14,3% qui pénalise les ménages et affecte leurs pouvoirs d'achat.

Toutefois, dans ce contexte qui demeure assez prometteur, le Ministre a tenu à exprimer l'inquiétude des autorités sur les développements futurs avec l'impact de la crise financière non encore bien définie ainsi qu'un accroissement de la précarité et de la pauvreté en République de Djibouti. Le Ministre a souligné la nécessité et la volonté des autorités Djiboutienne de susciter une croissance économique saine et durable et pour cela de mieux répartir les fruits de la croissance. Ce souci s'inscrit dans la stratégie de réduction de la pauvreté impulsée par le Président de la République et intitulée INDS qui vient d'être approuvée par les conseils d'administration de la Banque Mondiale et du FMI.

Le Ministre a ainsi profité de l'opportunité qui lui est offerte pour remercier la Banque qui a su et continue d'accompagner de manière rapide et efficace les autorités nationales dans la formulation de cette nouvelle Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS).

Durant ces discussions, le Ministre a rappelé, suite aux notations effectuées par l'équipe de la Banque Mondiale, les excellentes performances enregistrées par Djibouti pour la gestion des projets IDA.

Néanmoins, il a été amené à regretter la faible allocation de Djibouti dans le cadre de l'IDA-15. Le Ministre a souligné que cette faible allocation résulte essentiellement de la faible évaluation de Djibouti par la Banque Mondiale sur le CPIA (Country Policy and Institutional Assessment) et ce malgré les efforts de communication entrepris par ses services.

Les discussions ont par la suite porté sur les défis à venir pour Djibouti et sur la nécessité de mobiliser davantage de ressources. Les points de discussions portant essentiellement sur les domaines de l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation, la question du genre et la gouvernance.

Le Ministre a tenu à mentionner sa satisfaction globale sur la qualité du partenariat entre Djibouti et la Banque Mondiale pour les efforts accomplis. Il a ainsi réitéré le souhait des autorités Djiboutiennes d'avoir une représentation de la Banque Mondiale à Djibouti et a invité la Vice-Présidente à se rendre, à nouveau, à Djibouti, selon sa disponibilité.

IV. REUNION AVEC L'ADMINISTRATEUR DE L'ISLANDE

La délégation djiboutienne, au fait de l'actualité financière internationale, a également rencontré **Monsieur JENS HENRIKSSON**, Administrateur de l'Islande, la Norvège et la Suède. Les discussions ont porté sur la situation financière de l'Islande frappée par la crise bancaire et les conséquences possibles sur le projet géothermie dont Reykjavik Electricity (REI) en est le principal partenaire.

L'Administrateur a dit être bien informé de l'avancement du projet et, même s'il est trop tôt pour juger, il ne semble pas inquiet de l'évolution des choses et de plus la crise concerne trois principales banques du pays. Or, le projet est mené par REI qui est loin d'être affecté par cette crise mais n'hésitera pas à interroger les responsables concernés dès que possible. Il a donc tenu à rassurer la délégation djiboutienne sur cet important projet.

Pour sa part, la délégation a fait part de son soulagement au regard de l'importance cruciale de ce projet pour le développement de sources alternatives d'énergie pour faire face aux contraintes et aléas de l'énergie thermique.

La délégation a également saisi cette opportunité pour solliciter l'Administrateur du FMI afin de sensibiliser les pays nordiques qu'il représente (Norvège, Suède et Islande) sur la Table Ronde que notre pays compte organiser dans le courant du 1^{er} trimestre 2009 à Paris. Elle a mis l'accent sur la nécessité d'impliquer ces nouveaux partenaires dans le développement de Djibouti.

L'administrateur a pris bonne note et s'est engagé à transmettre le message aux autorités concernées.